

La conception du rapport entre démocratie directe et délégation (3)

PROBLEMES DE L'ORGANISATION POLITIQUE DU PROLETARIAT

La social-démocratie allemande avant 1914

C'est en 1872, sur la base de sa propre expérience d'organisation et tirant les leçons de la Commune de Paris que l'Association Internationale des Travailleurs appelle les ouvriers à se constituer en partis politiques. « Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes » (Congrès de la Haye)

CETTE nouvelle étape dans son organisation que va ainsi franchir le prolétariat dans la plupart des pays européens à la fin du 19^e siècle concentre à la fois tous les problèmes qu'il a rencontrés pour se constituer en classe, pour forger sa propre expression politique et l'expérience qu'il a déjà acquise dans l'exercice du pouvoir. Mais l'organisation-même du prolétariat en parti politique, si elle résout certains problèmes antérieurs, en ouvre de nouveaux : quelles relations vont exister entre le parti et la classe ? Comment le parti peut-il exprimer l'intérêt d'ensemble de la classe ? Comment peut-il permettre à la classe d'atteindre ses objectifs politiques, le renversement de la dictature bourgeoise et l'instauration du socialisme, puis du communisme ? Quelles garanties existent que ce parti ne se détachera pas de la classe ? Et donc, quels moyens de contrôle possède le prolétariat sur son parti ?

Ces problèmes, posés par la création du premier parti du prolétariat devaient apparaître avec une acuité particulière en Allemagne, au sein du Parti social-démocrate (1). Parti révolutionnaire ayant acquis, à la charnière du XIX^e et du XX^e siècles, une force et une réputation

inégalées, il fut aussi celui qui donna naissance au révisionnisme. Quels éléments ont fait sa puissance face à l'empire allemand ? Comment était-il organisé ? De quelles contradictions était-il porteur ? Pourquoi a-t-il dégénéré en un parti révisionniste, sombrant dans la collaboration de classes en août 1914 ? C'est ce que l'étude du rapport mis en œuvre par la social-démocratie allemande entre démocratie directe et délégation s'efforcera de montrer.

UNE ALLEMAGNE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

Lorsqu'en 1875 se forme au Congrès de Gotha le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, l'empire allemand est en pleine expansion. Unifié à la suite de la guerre de 1870 contre la France, il bénéficie d'un développement exceptionnel en Europe.

(1) Ce terme désignait à l'époque les partis révolutionnaires. Cependant, Marx et Engels ont critiqué le caractère peu rigoureux de ce terme, qui ne rend que très imparfaitement compte du but et des fondements du parti du prolétariat.

« Engels eut à se prononcer sur ce point en traitant de l'inexactitude scientifique de la dénomination « social-démocrate ».

Dans la préface au recueil des articles des années 1870-1880 (...) il écrit que dans tous ses articles il emploie le mot « communiste » et non « social-démocrate », parce qu'à cette époque les proudhoniens en France et les Lassalliens en Allemagne s'intitulaient social-démocrates.

... « Pour Marx comme pour moi — poursuit Engels — il y avait donc impossibilité absolue d'employer, pour exprimer notre point de vue propre, une expression aussi élastique. Aujourd'hui, il en

Le développement du capitalisme

En Haute-Silésie, à Berlin, dans la Ruhr se créent de grands centres industriels, concentrant la population ouvrière par milliers. Comptant 9 000 habitants en 1850, la ville d'Essen, grande base sidérurgique passe à 55 000 en 1875. La suppression des barrières douanières entre les Etats de l'empire facilite la constitution de trusts puissants tels AEG et Siemens-Schukert pour l'industrie électrique. Cette concentration très forte de l'industrie (deux trusts dominant la chimie) et du secteur bancaire (quatre grandes banques) et leur interpénétration permettent qu'en vingt ans (1871-1890) la valeur totale de la production annuelle soit près de doubler et qu'elle double à nouveau entre 1890 et 1913. La transformation du capitalisme allemand en impérialisme qui s'opère ainsi à la fin du siècle imprime à la société sa marque particulière. En effet, si la prolétarianisation des masses paysannes et petites bourgeoises des villes est très rapide immédiatement après la constitution de l'empire (1871), elle tend à se ralentir par la suite ; d'autre part, l'expansion du capitalisme allemand permet que soient faites à la classe ouvrière certaines concessions. Les luttes menées par les ouvriers et le poids de la social-démocratie devaient ainsi obliger le chancelier Bismarck à accorder un système d'assurances sociales obligatoires couvrant les risques de maladie (1883), d'accidents du travail (1884), d'invalidité et de vieillesse (1889), à instituer le principe du repos hebdomadaire dès 1891. A la fin du XIX^e siècle, les travailleurs allemands avaient ainsi acquis la meilleure législation sociale d'Europe. Cette situation particulière de l'Allemagne sur le plan économique devait avoir d'importantes répercussions sur le développement-même de la social-démocratie.

L'évolution de la social-démocratie

Lorsqu'est fondé en 1875 le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne (2), la classe ouvrière a déjà une importante expérience d'organisation et de lutte. C'est en grande partie contre les conceptions imposées par

Lassalle puis par Schweitzer au sein de l'Association générale des travailleurs allemands que s'est édifié le parti social-démocrate. Cette organisation s'était en effet largement manifestée comme repoussoir aux idées révolutionnaires à cause de son absence de démocratie. Fait particulièrement significatif, l'Association générale des travailleurs allemands n'était pas constituée par la réunion d'organisations de base telles des sections locales, mais par la somme d'adhérents dépendants directement de l'organe central. Outre qu'une telle structure ne permet pas que les idées de chaque membre soient confrontées à celles d'autres membres ayant la même pratique et que se forment ainsi les points de vue, que les idées de la majorité l'emportent, les pouvoirs non limités de décision et de nomination que s'était attribués la direction, lui enlevaient tout caractère démocratique, même formel.

Cette conception d'une organisation ne permettant pas à la classe ouvrière de forger, à travers l'expression large des points de vue une ligne directrice pour la lutte du prolétariat trouvait d'ailleurs son pendant dans la confusion politique dont elle témoignait. L'exaltation de l'Etat qualifié d'«éducateur de la liberté», a amené Lassalle à centrer toute sa propagande sur la conquête du suffrage universel et donc sur la possibilité d'une transformation de l'Etat prussien par des réformes. Les illusions qu'il avait d'une alliance possible des travailleurs avec l'Etat prussien pour réaliser une «monarchie sociale» et les tentatives qu'il fit en ce sens, ont constitué autant de points de rupture avec la classe ouvrière, autant de points de démarcation nécessaires pour la nouvelle organisation.

De fait, la social-démocratie allemande s'affirme dans un premier temps, jusque vers la fin du siècle, comme organisation politique du prolétariat, par son recrutement largement tourné vers la classe ouvrière (3) et, dans les limites critiquées par Marx et Engels, par son programme. Le premier programme adopté, dit «programme de Gotha», bien qu'il ait été considéré par la bourgeoisie allemande comme «communiste» comportait en effet de nombreuses marques des conceptions de Lassalle et plus

généralement une démarcation inconséquente avec les idées politiques bourgeoises. Le programme d'Erfurt (1891) qui succéda à celui-ci devait par contre fournir pour l'essentiel «une critique marxiste»

va autrement, et ce mot («social-démocrate») peut à la rigueur passer bien qu'il reste impropre pour un parti dont le programme économique n'est pas simplement socialiste en général, mais expressément communiste, pour un parti dont le but politique final est la suppression de tout l'Etat, et par conséquent de la démocratie. Au reste, les partis politiques véritables (souligné par Engels) n'ont jamais une dénomination qui leur convienne parfaitement ; le parti se développe, la dénomination reste». Cité par Lénine dans L'Etat et la révolution. Editions de Pékin P. 99.

(2) *Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne est né en 1875 de la fusion de l'Association générale des travailleurs, organisation à forte tendance sectaire fondée par Lassalle en 1863, et du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne fondé en 1869 à Eisenach par Bebel et Liebknecht.*

(3) *A défaut de données détaillées sur la composition sociale du parti, on peut noter deux éléments significatifs de son implantation dans la classe ouvrière.*

— *L'influence du parti est particulièrement importante dans les grandes agglomérations et dans la partie la plus industrialisée de l'Allemagne (Est-Sud). En 1903, dans une région fortement industrielle comme la Saxe, la social-démocratie recueille 59% des voix aux élections (22 sièges sur 23) ; à Berlin elle recueille 67% des voix (5 sièges sur 6) et 61% des voix dans le grand port de Hambourg.*

— *en 1912, sur 110 élus au Reichstag (Parlement allemand) 83 sont d'anciens ouvriers.*

Démocratie directe et délégation

de la société de classes allemande, notamment grâce à la lutte acharnée que mena Engels dans l'organisation.

Mais dès 1899, la social-démocratie allemande devait se trouver confrontée à un choix décisif pour son avenir : fallait-il, comme l'affirmait un des dirigeants Bernstein renoncer à la perspective révolutionnaire ou bien la poursuivre ? Mais par quels moyens ? Cette lutte de lignes marque un tournant dans l'histoire de la social-démocratie allemande, et plus largement du mouvement ouvrier. Quels éléments au sein du parti, au sein de la société, quels aspects du développement économique de l'Allemagne ont favorisé la naissance du révisionnisme ? Comment l'organisation considérée comme modèle en Europe a-t-elle pu se transformer en son contraire ? Telles sont les questions que nous posent à la fois le rôle dominant joué par le parti ouvrier socialiste d'Allemagne à la fin du XIX^e siècle et sa dégénérescence.

«SE CONSTITUER EN PARTI POLITIQUE»

En créant le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, les révolutionnaires allemands se posent d'emblée dans une perspective d'organisation consciente de la classe ouvrière. Organisation à base politique, et non professionnelle, le parti est donc confronté par sa formation-même, au problème dont sont porteuses toutes les tentatives précédentes d'organisation du prolétariat : comment réaliser l'unité de pensée, l'unité de volonté, l'unité d'action de la classe ouvrière, par-delà les différences de métiers, de qualification, de salaires ou de conditions de vie ? A cette question, les expériences antérieures d'organisation et d'exercice du pouvoir ont répondu en dégagant deux dimensions à cette unité : nécessité de la démocratie la plus large, nécessité d'une centralisation sur le double plan des idées et des organes de direction. Comment la social-démocratie allemande a-t-elle répondu à cette question ?



Carte 1 (1871)

L'influence électorale de la social-démocratie en 1871 : 2 députés au Reichstag (3,3 % des voix).

Une organisation liée à la classe ouvrière

Dès sa création, le POSA occupe une position particulière : jouissant du prestige de l'Association internationale des travailleurs bien que Marx et Engels aient condamné son programme, bénéficiant également de la campagne pour le suffrage universel précédant l'unification des deux organisations, et des ambiguïtés du programme de 1875, il se caractérise par une influence électorale dépassant largement sa propre capacité d'organisation : 10 députés en 1874, 13 en 1877 (7 % des voix). L'interdiction (4) dont il est frappé à partir de 1878 (jusqu'en 1890) a profondément modelé son rapport aux masses : tout d'abord, bien que les principaux dirigeants aient été expulsés ou contraints à l'exil, que des milliers d'ouvriers aient été emprisonnés, poursuivis par la police ou licenciés dans les vagues successives de la répression, le mouvement s'est rapidement réorganisé.

Comment ? Par l'utilisation massive de la propagande électorale (la seule autorisée à la social-démocratie), le PSDA continue à faire connaître ses objectifs, ses thèmes de lutte. D'autre part, la réorga-

nisation clandestine du parti se fait à la fois à l'étranger et en Allemagne. A l'étranger, est rédigé et imprimé l'organe central (hebdomadaire) du parti (*Le social-démocrate*) qu'un réseau (surnommé « la poste rouge de campagne ») permet d'acheminer et de distribuer en Allemagne tandis qu'un organe légal reprend les principaux thèmes (la revue *Neue Zeit*). A l'intérieur du pays, l'organisation se reconstitue sous les étiquettes les plus diverses : associations de sports, de chants, ou même de joueurs de cartes... tandis que les organisations de défense ouvrière (reconstitution de fait des syndicats) et les coopératives de production, les municipalités constituent autant de lieux privilégiés pour la diffusion

(4) La loi d'exception contre les socialistes, promulguée en 1878 par le gouvernement de Bismarck, interdisait toutes les organisations du parti social-démocrate, les organisations ouvrières de masse (syndicats), la presse social-démocrate. Les sociaux-démocrates gardaient cependant le droit de se présenter aux élections.



La distribution du journal clandestin «Le Social-démocrate» en Allemagne, en 1888 à la fin de la période d'interdiction. La carte permet de se rendre compte des principaux lieux d'implantation de la social-démocratie.

clandestine des idées révolutionnaires. Par ces relais diversifiés au sein des masses, la social-démocratie va peu à peu apparaître comme le parti représentant le plus largement les intérêts de la classe ouvrière, capable de l'organiser malgré la répression et de lui proposer des thèmes de lutte. En 1886, lorsqu'un décret rend les sociaux-démocrates *a priori* responsables de toute grève et envoie plusieurs dirigeants (dont Bebel) en prison, en expulse d'autres, de vastes manifestations répondent à cette «politique du fouet» organisée par Bismarck. Et en 1890, la classe ouvrière allemande se lance dans de grands mouvements revendicatifs, notamment

avec la dure grève de 120 000 mineurs.

Ainsi, lorsque l'échec manifeste de l'interdiction de la social-démocratie amène l'empereur Guillaume II à lever cette interdiction en 1890, le parti social-démocrate apparaît comme une organisation déjà fortement implantée dans les masses et sachant les mobiliser de manière diversifiée.

Une organisation fortement structurée

Dès l'origine, la nécessité que la direction du parti émane de la base est affirmée, notamment en réac-

tion contre les méthodes employées par Lassalle. Ainsi un comité de direction composé de cinq membres est élu au congrès ; mais est également élue une commission qui a pour fonction de le contrôler. Pendant la clandestinité, comment se réalise le contrôle sur la direction ? La présence à l'étranger d'une partie de la direction rendant l'existence d'une telle commission difficile, c'est un système particulier de délégation qui est mis en place : sont élus par les membres du parti de chaque localité, des «hommes de confiance» : ce sont eux qui représentent les organisations de base devant l'organisme central. Ayant un mandat impératif et temporaire,

Démocratie directe et délégation

ils constituent l'expression de cette volonté de contrôle permanent sur la direction et un moyen de centralisation. Après la levée de la loi d'exception, se précisent les contours de cette organisation.

A la base, les adhérents sont regroupés en «unions social-démocrates» en fonction des circonscriptions électorales, subdivisées en groupes locaux lorsque le nombre le rend nécessaire : c'est donc sur une base territoriale (et non d'entreprise) et d'autre part électorale que s'organise la social-démocratie. C'est une première marque de ses conceptions politiques. Ces unions sont rassemblées en fédérations correspondant aux Etats : celles-ci réunissent chaque année un congrès qui élit le secrétariat de la fédération.

Constituant le centre de ces fédérations, trois organisations :

1) le congrès annuel rassemble les délégués élus par les assemblées locales d'adhérents

2) le comité directeur, élu par le congrès est chargé de diriger la politique du parti selon les directives du congrès.

3) enfin, le «groupe socialiste» c'est-à-dire l'ensemble des députés élus au Reichstag, du fait de ses liens étroits avec la direction du parti occupe également une place prépondérante, mais dont le statut exact sera objet de luttes. Est également maintenue une «commission de contrôle» élue par le congrès. Cependant, à la différence de celle élue au premier congrès, elle n'a, après 1890, plus de fonction politique : elle examine les comptes du parti et de son nouvel organe central, le *Vorwärts*. Gravitent aussi autour de la direction des organismes spécialisés dont le nombre et l'importance ont fortement crû après la légalisation : comités de rédaction des différents journaux (la social-démocratie ira jusqu'à posséder 89 quotidiens) et revues, organisations chargées de la formation des adhérents, «bureaux de correspondance» locaux devant transmettre à la direction toutes sortes d'informations et d'analyses demandées, comités destinés à aider le travail des députés, à préparer leurs dossiers, etc. S'y ajoutent toutes les organisations dépendant plus directement de l'organisation syndicale, mais où se retrouvent de

nombreux militants de la social-démocratie : comités de rédaction des publications syndicales, organisations de formation, caisses diversifiées de solidarité (sortes de mutuelles s'ajoutant aux assurances sociales d'Etat), associations culturelles, coopératives de consommation, organismes d'information sur les droits des travailleurs.

Ainsi, cette tentative d'organisation se présente sous des formes extrêmement diverses, à la fois au sein du parti et dans les masses, diversité qui trouve sa limite, son unité dans l'importance accordée au centralisme. En quoi cette organisation a-t-elle également permis d'organiser la démocratie ? En instituant la prise de décision à la majorité, l'élection des dirigeants, ou, pour le congrès d'Erfurt, en publiant le projet de programme trois mois auparavant, la social-démocratie prend à son compte certaines règles de fonctionnement démocratiques. Cependant, ce qui fonde la réalité démocratique de ce parti et ses limites, ne peut être recherché seulement dans les dispositions des statuts. Il faut examiner aussi en quoi ces dispositions ont permis une analyse scientifique du capitalisme allemand et des forces de classe en présence, l'élaboration, à travers la multiplicité des points de vue, d'une ligne politique conduisant à la transformation révolutionnaire de cette situation. De la capacité du parti à mener la lutte de classes en son sein et des limites qu'il a rencontrées dépend la réalité de la démocratie mise en œuvre, la réussite ou l'échec de cette tentative d'organiser la démocratie.

La lutte de classe dans le parti

A chaque moment de son histoire de parti révolutionnaire, la social-démocratie allemande a vu s'exprimer et s'affronter sur une multitude d'aspects concrets de la situation, des points de vue différents en son sein.

Avec la fondation du POSA s'ouvre la lutte contre les conceptions politiques et organisationnelles de Lassalle. La «critique du programme de Gotha» rédigée par Marx au vu du projet fut l'élément fondamental de cette lutte.

Le «programme de Gotha» reprenait en effet nombre des idées de Lassalle. Isolant le prolétariat comme seule classe révolutionnaire «en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire», le programme était particulièrement confus sur les buts de la lutte du prolétariat, comme chez Lassalle, les idées de révolution, de dictature du prolétariat en sont absentes. Il invite par contre à «fonder un Etat libre» qui doit être préparé par «l'établissement de sociétés ouvrières de production avec l'aide de l'Etat, sous le contrôle démocratique du peuple travailleur». L'idée sous-jacente, c'est celle d'un passage progressif au socialisme dans le cadre même du capitalisme : «*Les sociétés de production, indique ainsi le programme de Gotha, doivent être suscitées dans l'industrie et dans l'agriculture avec une telle ampleur que l'organisation socialiste de l'ensemble du travail en résulte.*»

Critiquant les propositions du programme l'une après l'autre, Marx montre d'abord comment les conceptions économiques qui y sont présentes ont pénétrées de théories bourgeoises et ne permettent ni d'analyser justement les contradictions de la société capitaliste, ni de formuler les mots d'ordre aptes à transformer cette réalité. Il est ainsi amené à indiquer les grands traits d'une société socialiste. Réfutant l'affirmation selon laquelle, sous le socialisme, «le produit appartient intégralement, par droit égal, à tous les membres de la société», il montre au contraire comment il faut distinguer dans «le produit intégral du travail», ce qui doit être défectueux pour le remplacement des moyens de production usagés, «accroître la production» et comme «fonds de réserve et d'assurance...», et «l'autre partie, destinée à la consommation». Partie qui ne saurait être partagée entre les producteurs que de manière inégale dans la mesure où elle dépend du travail fourni. A travers la critique des positions du programme de Gotha, c'est toute la conception de la société socialiste, comme période de transition «portant encore les stigmates de l'ancienne société», mais tournée vers la réalisation de la «phase supérieure de la société communiste» qui est ainsi précisée.

Comment parvenir au socialisme ? Peut-on imaginer le socialisme

Démocratie directe et délégation

conquérant progressivement les moyens de production dans le cadre du capitalisme notamment par le développement des coopératives ? A cette conception largement représentée dans la social-démocratie allemande, Marx répond : «Dire que les travailleurs veulent établir les conditions de production collective à l'échelle de la société et, chez eux, pour commencer, à l'échelle nationale, cela signifie seulement qu'ils travaillent au renversement des conditions de production d'aujourd'hui ; et cela n'a rien à voir avec la création de sociétés coopératives subventionnées par l'Etat». Enfin, Marx attaque avec force l'idée d'«Etat libre» formulée dans le programme. Il montre comment, contrairement à la conception bourgeoise, «l'Etat actuel» est non indépendant de la société mais «repose sur le terrain de la société bourgeoise moderne» et la nécessité qui en découle : «Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat».

Non publiées à l'époque où elles furent écrites, ces critiques et ces analyses devaient notamment être reprises par Marx et Engels à travers de nombreux articles qu'ils publièrent dans le *Social-démocrate* pendant l'interdiction.

Cette lutte contre les influences politiques bourgeoises dans la social-démocratie devait se doubler d'une lutte contre les conceptions organisationnelles qui y étaient liées. La «lettre circulaire» (5) que Marx et Engels adressèrent à Bebel en 1879 (et en fait destinée à être transmise à l'ensemble de la direction) est particulièrement claire sur les positions en présence et les enjeux de cette lutte. Qu'est-ce qui fait le «caractère prolétarien du parti» ? Contestant la conception d'un «parti exclusivement ouvrier», Lassalle et à sa suite Bernstein et d'autres dirigeants du parti affirment non seulement qu'il doit regrouper «tous les hommes pénétrés d'un véritable sentiment d'humanité», mais que ceux-ci doivent «marcher à sa tête». Pourquoi ? Parce que les ouvriers et artisans n'ont «aucun loisir d'apprendre à fond ce qui peut profiter aux ouvriers». S'en prenant à cette conception, Marx montre comment l'affirmation : «Il est désirable et nécessaire de confier les mandats aux gens qui ont eu assez de possibilité et de temps pour se familiariser à fond avec les matières correspondantes» (celles débattues au Parlement) revient à nier «la capacité de la classe ouvrière à s'affranchir par ses propres forces» et à mettre le mouvement ouvrier sous la direction de la bourgeoisie. De cette conception, il dégage aussi les aspects politiques, l'explication selon laquelle ce seraient «les incon-

venances et extravagances» du parti social-démocrate qui auraient servi de prétexte à la promulgation de la loi contre les socialistes et dénonce les propositions réformistes qui en découlent. Ainsi dès 1879, existe dans la direction du parti l'idée que la perspective révolutionnaire doit être abandonnée au profit d'«objectifs plus rapprochés» : «Le parti

(5) La «lettre circulaire à A. Bebel, W. Liebknecht, W. Bracke et autres» datée des 17-18 septembre 1879 (cf. Marx-Engels. Oeuvres choisies en trois volumes. Tome III P. 90) a été écrite en réponse à la publication d'un article intitulé «Coup d'œil rétrospectif sur le mouvement socialiste en Allemagne». Ecrit par trois dirigeants du parti (Höechberg, Bernstein et Schramm), cet article approuvait les conceptions de Lassalle et développait des thèses opportunistes. A la suite de la critique qui fut portée à cet article, Höechberg fut écarté du conseil de rédaction (Cf. Marx Lettre du 19 novembre 1879) et «tous les leaders influents du Parti — Bebel, Liebknecht, Bracke, etc. — ont répudié ses idées» (Cf. Lénine : Préface aux lettres de J. Becker...);

«Le monde du travail exclu de l'Etat» (caricature de la fin du 19^e siècle).
Où est «le monde du travail» ? Est-ce la «populace» contre qui l'Etat envoie sa police ?



Démocratie directe et délégation



Est-ce «la foule» qu'on persuade des bienfaits du militarisme ?

montre qu'il n'est pas disposé, écrit Bernstein et les autres rédacteurs, à entrer dans la voie de la révolution sanglante et violente, mais qu'il est décidé... à prendre la voie de la légalité, c'est-à-dire des réformes». Dès 1879, est ainsi explicitement présente la contradiction principale de la social-démocratie allemande : organisation révolutionnaire ou organisation réformiste ? Organisation soumettant en fin de compte le prolétariat et les masses aux impératifs de la bourgeoisie ou organisation capable de renverser cette bourgeoisie et d'édifier le socialisme ? Autour de cette lutte essentielle, s'organisent, au fil de l'actualité politique et de la vie du parti, de multiples luttes de moindre importance mais concourant, par leur répétition et leur ensemble, à favoriser le développement du révisionnisme.

● L'interdiction de la social-démocratie (1878) a suscité des réactions diverses : alors que Bernstein appelle à «obtenir le pardon de la bourgeoisie», d'autres dirigeants travaillent à la réorganisation clandestine, préparent un journal illégal. Mais une autre position devait aussi se manifester : «L'appel pur et simple à la terreur», représentée par Most et Hasselmann (6).

● Quelle position adopter face aux lois sociales promulguées par Bismarck ? Alors que le parti et les syndicats se battent surtout pour mettre les mesures prises entièrement à la charge des patrons

(«suppression des cotisations ouvrières»), certains tendent à se rapprocher d'intellectuels bourgeois se proclamant socialistes («les socialistes de la chaire»). Cette divergence donne lieu à d'importants débats dans la presse sur le «socialisme d'Etat». Plus fondamentalement, c'est toute la question de l'attitude du prolétariat dans un pays connaissant la transformation du capitalisme en impérialisme qui se pose.

● L'appréciation à porter sur l'évolution du capitalisme allemand est la source d'âpres luttes au sein du parti.

1884 : les députés doivent-ils voter la subvention demandée par le gouvernement pour la création de lignes à vapeur avec les pays d'Outre-Mer ?

1894 : Quelle attitude adopter à l'égard de la paysannerie ? Faut-il comme l'affirme Vollmar défendre la «moyenne paysannerie» d'Allemagne du Sud ? La social-démocratie doit-elle renoncer à prévoir dans son programme la «nationalisation de la terre» puisque la petite propriété foncière n'est pas éliminée automatiquement par le capitalisme ? Ou bien comme l'affirme Kautsky dans «La question agraire» (1899) faut-il distinguer dans l'évolution de la paysannerie une double tendance, qui n'oblige pas la social-démocratie à réviser son programme ? «Nous ne devons attendre, dans l'agriculture, ni la fin de la grande exploitation ni celle de la petite, nous trouvons bien ici à un

pôle, la tendance universellement vraie à la prolétarianisation... à l'autre pôle une oscillation constante entre les progrès de la petite exploitation et ceux de la grande (7)».

1897 : Les exportations de plus en plus importantes de capitaux, les visées de plus en plus évidentes de l'impérialisme allemand sur les empires coloniaux des autres pays portent la question au premier plan : la politique de conquête coloniale, d'expansion impérialiste doit-elle être soutenue ? Certains l'affirment en alléguant la «théorie des compensations» : c'est-à-dire les socialistes voteront les dépenses militaires, si des concessions sont faites à la classe ouvrière (or, c'est en partie le cas). D'autres, comme Bernstein sont favorables à un «impérialisme démocratique», et mettent comme condition à leur soutien la préservation des droits des indigènes. D'autres encore, dont W. Liebknecht est le chef de file affirment leur refus de «toute forme de militarisme et d'impérialisme» avec le mot d'ordre : «Pas un sou, pas un homme pour ce système». Autant de positions qui dès cette époque, dessinent les contours d'une lutte de lignes opposées au sein du parti.

(6) Cité dans Lénine : Que faire ?

(7) Préface à l'édition française de La question agraire

Servant de fondement à cette concrétisation progressive de lignes politiques divergentes, l'attitude-même du parti social-démocrate face à ses propres contradictions, à ses erreurs est significative. Il est en effet important de remarquer tout d'abord que la direction du POSA a empêché pendant 16 ans la publication des critiques de Marx et Engels sur le programme de Gotha. A cette position de silence et de dissimulation des contradictions, Marx et Engels opposèrent, comme ils l'avaient fait pour la première Internationale, la nécessité de défendre ce qui est conforme à la réalité, la nécessité d'une lutte politique et idéologique menée consciemment afin de dégager clairement les enjeux en présence, les racines de classé des positions. Les critiques au programme de Gotha puis d'Erfurt, la «lettre circulaire», les très nombreuses lettres adressées aux dirigeants du parti allemand, leur contribution à la presse social-démocrate sont autant de témoins de leur démarche. Fait particulièrement significatif : alors que la publication de l'Anti-Dühring en 1877 par Engels dans les colonnes du *Vorwärts* constituait une arme importante pour combattre dans le parti les conceptions non matérialistes dialectiques, cette forme de lutte théorique et idéologique menée par Engels suscita de fortes critiques, certains l'accusant d'«intolérance», ou de «manque de camaraderie dans la polémique».

Autre fait révélateur : le débat qui se mène dans le parti après le retour à la légalité et avec la publication par Engels de la «critique du programme de Gotha». Fallait-il ne pas publier cette critique comme l'affirma aussitôt un éditorial du *Vorwärts* exprimant le point de vue officiel du bureau administratif du parti ? Ou bien «la vérité historique (est-elle) obligée de céder le pas aux convenances de quelques-uns» (Engels), aux tentatives «d'empêcher par la force la publication de l'article» à la menace agitée notamment par Bebel «en cas de récidive, d'une étatisation possible (du journal) par le parti, et de la censure» ? (8). A travers les relations ainsi évoquées par Engels du parti et de sa presse, s'esquisse une critique des conceptions mises en œuvre par le parti allemand et plus largement l'affirmation des limites internes de sa démocratie : «*Vous, le parti vous avez besoin de la science socialiste, écrit-il ainsi en 1891 à Bebel, et celle-ci ne peut pas vivre sans la liberté du mouvement... Il est évident que le comité, c'est-à-dire toi personnellement, vous avez et devez avoir une influence morale importante sur la Neue Zeit et sur toutes les autres publications. Mais cela doit et peut vous suffire. Dans le Vorwärts, on vante toujours la liberté sacrée de la discussion, mais on ne s'en aperçoit guère. Vous ne savez pas à quel point, poursuit Engels, une telle tendance à vouloir régler par la force vous inspi-*

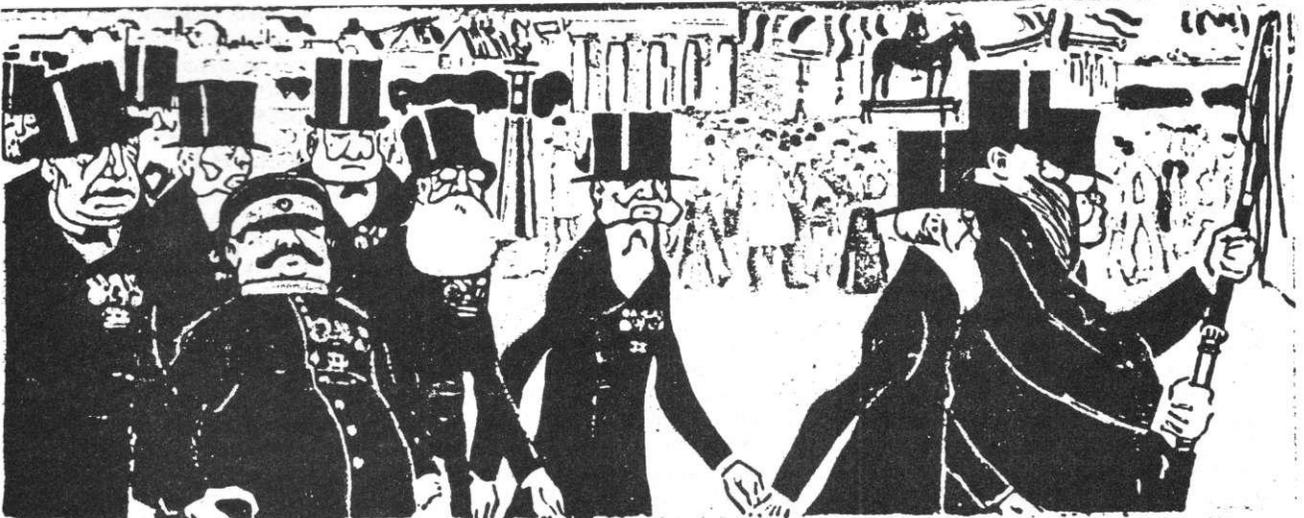
re des sentiments singuliers ici, à l'étranger, où on a l'habitude de voir les vieux chefs des partis dûment appelés à rendre des comptes à l'intérieur de leur parti» (8).

Quelles influences ces limites internes vont-elles avoir sur la ligne du parti, sur les conditions de son élargissement ? L'affirmation en 1898 pour Bernstein que l'ensemble de la ligne devait être révisé, a cristallisé les contradictions jusqu'à sous-jacentes et contenues et précisé les enjeux : parti révolutionnaire du prolétariat ? ou organisation gangrénée par les conceptions bourgeoises et en fin de compte à son service ? Les quinze années qui séparent l'apparition d'une ligne révisionniste structurée au sein de la social-démocratie allemande et l'entrée en août 1914, dans le gouvernement d'Union sacrée avec la bourgeoisie, constituent autant de pas franchis dans cette transformation, dans cette dégénérescence.

(8) Lettre d'Engels à Bebel
1^{er} mai 1891.

Ou bien sont-ce ces notables qu'il faut désigner comme «le peuple» ?

Exclue du pouvoir, la social-démocratie cherche les alliés qui pourraient lui permettre d'accéder enfin au gouvernement.



LE POIDS DU RÉVISIONNISME

Lorsqu'en 1898, Bernstein rassemble en un livre («Les prémisses du socialisme et les tâches de la social-démocratie») une série d'articles qu'il avait auparavant publiés dans l'organe central, l'expression ainsi concentrée et systématisée de points de vue jusque-là épars interpelle le parti sur les fondements de son combat, sur sa pratique, sur ses buts. S'ouvre ainsi une vaste épreuve pour le parti social-démocrate. Quelles conceptions Bernstein a-t-il défendues ? De quelle manière s'est menée la lutte ? Avec quels moyens théoriques, politiques résultant de son édification antérieure ? Pourquoi cette apparition et cette domination du révisionnisme ? Telles sont les questions que pose l'évolution de la social-démocratie allemande au début du XX^e siècle.

Bernstein : «La révolution est impossible»

En quoi consiste le raisonnement de Bernstein ? Il a pour but de prouver que les «prémisses», les bases d'analyse de Marx dans *Le Capital* sont fausses, en particulier que la contradiction entre «la socialisation du travail, la centralisation de ses ressorts matériels» et «leur enveloppe capitaliste», au lieu de s'exacerber, s'atténue. Prenant pour arguments les aspects de division de la classe ouvrière, le caractère encore limité de son nombre et de sa concentration, et leur opposant en regard l'augmentation statistique du nombre des «possédants» (et non de capitalistes), Bernstein affirme : «La classe ouvrière n'a pas atteint un degré de maturité suffisant pour s'emparer du pouvoir politique». C'est sur cette base qu'il fonde ses propositions politiques : le niveau des forces productives étant insuffisant, la voie insurrectionnelle est impossible ; il préconise donc la «voie légale» : «La voie légale se justifie là où les préjugés, l'arriération des masses populaires sont autant d'entraves à leur éman-



Carte 3
1903 : l'influence électorale de la social-démocratie s'est fortement accrue : 81 députés au Reichstag (31,7 % des voix).

cipation. Elle s'impose partout où il s'agit de créer des institutions économiques durables par une politique constructive». On retrouve d'ailleurs chez Bernstein le recours aux coopératives de consommateurs comme «préfiguration du socialisme», comme moyen qui permet «sans attenter aux existences, sans recourir à la violence, de s'approprier une partie importante de la richesse sociale».

Le problème à travers lequel se

systematise le révisionnisme et autour duquel vont s'élaborer diverses tentatives de critique, est particulièrement important : c'est celui de la transformation du capitalisme en impérialisme : comment analyser les nouveaux aspects que présente le capitalisme, la formation de monopoles au niveau des branches, la multiplication des ententes, des cartels, le rôle grandissant des banques dans l'économie ? Peut-on isoler ce développement interne du

Possessions coloniales des grandes puissances

(En millions de kilomètres carrés et en millions d'habitants)

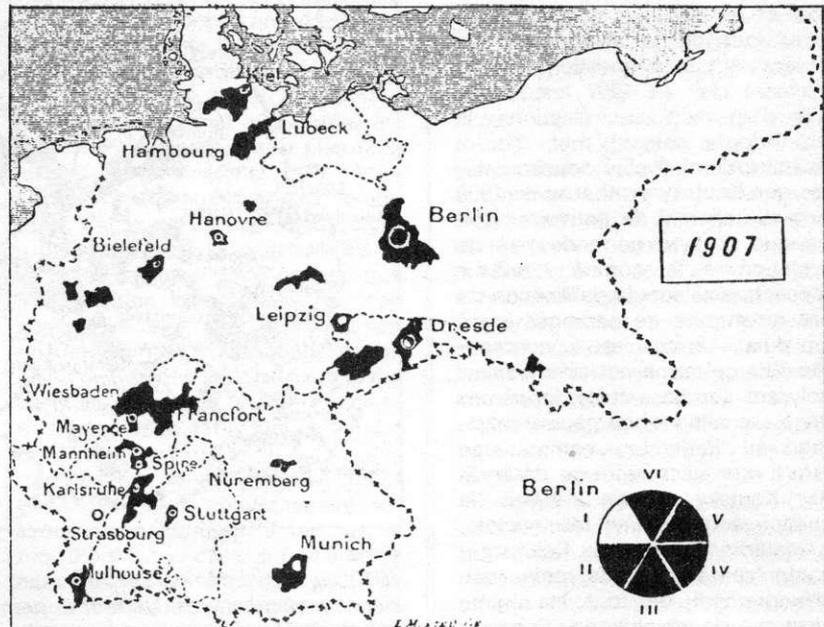
	Colonies			
	1876		1914	
	km ²	hab.	km ²	hab.
Angleterre	22,5	251,9	33,5	393,5
Russie	17,0	15,9	17,4	33,2
France	0,9	6,0	10,6	55,5
Allemagne	—	—	2,9	12,3
Etats-Unis	—	—	0,3	9,7

capitalisme de son rôle mondial ? Y-a-t-il un lien entre la forte croissance de la production, la quadruplement des exportations de capitaux allemands en douze ans (1902-1914) et les visées coloniales d'une Allemagne qui réclame «sa place au soleil» dans un monde dont le partage est déjà pour l'essentiel achevé ? (9).

A cette question complexe, Bernstein répond en isolant *certain*s aspects de l'évolution interne du capitalisme allemand en les présentant comme uniques : au maintien large de la petite production est accordée une importance bien plus grande qu'à la formation des monopoles et à leur domination ; de même la division de la classe ouvrière par la parcellisation du travail paraît l'emporter sur son augmentation numérique non négligeable (10) et sur la force qu'elle constitue. En fait, se trouve à la base de la conception de Bernstein l'idée que le développement du capitalisme, de ses contradictions est insuffisant pour qu'une révolution puisse en résulter.

C'est donc autour de cette question : la révolution est-elle possible ? La révolution est-elle inscrite dans la nature-même du capitalisme, que va se dérouler tout le débat que suscitent les positions de Bernstein. Kautsky et Rosa Luxemburg en furent les principaux artisans, mais de manière différente.

Comment Kautsky réfute-t-il les affirmations de Bernstein ? Dès le congrès de 1899, il prend ouvertement position contre Bernstein et publie son livre de critique : *Le marxisme et son critique Bernstein*. Il y affirme le caractère inéluctable de la révolution : «Nous savons que cette lutte de classes ne peut que gagner sans cesse en étendue et en intensité ; que le prolétariat augmente de plus en plus en nombre et en force tant au point de vue moral qu'au point de vue économique, et que, par conséquent, sa victoire et la défaite du capitalisme sont inévitables». La réfutation qu'il fait de Bernstein repose avant tout sur les données de celui-ci qu'il conteste, notamment l'augmentation du nombre des possédants : «Si l'on admet que c'est le nombre des capitalistes qui s'accroît et non celui des dépossédés, eh bien, cela veut



Carte 4

1907 : premières élections après les grandes grèves de 1905, les élections de 1907 marquent un recul pour la social-démocratie (43 députés - 28,9 % des voix). Une nouvelle tactique est fixée : «Allons-y plus doucement».

dire que nous nous éloignons de notre objectif et que c'est le capitalisme qui est en bonne voie et non le socialisme». Défendant contre Bernstein le caractère inévitable de la révolution et du socialisme, Kautsky n'étudie cependant pas les moyens d'y parvenir, et en 1909, lorsqu'il est amené à préciser sa propre conception de la prise du pouvoir, il écrit : «Nous savons que notre but ne peut être atteint que par une révolution mais nous savons aussi qu'il ne dépend pas de nous de faire cette révolution, ni de nos adversaires de l'empêcher. Nous ne songeons donc nullement à provoquer ou à préparer une révolution». Simple précaution de langage ou formule révélatrice d'une conception plus profonde, en quelque sorte fataliste de la révolution portée par le seul développement des contradictions économiques du capitalisme ? Les positions ouvertement hostiles à la révolution prises par Kautsky dès avant la guerre rendent plus vraisemblables la seconde hypothèse.

Cette limite rencontrée par Kautsky dans sa critique du révisionnisme doit être rapportée à l'attitude d'ensemble du parti face à l'expression ouverte du révisionnisme. Ainsi, si la critique du révi-

sionnisme est un sujet agité aux congrès (de 1899 à 1905), lorsqu'au congrès de Hanovre (1899) est décidée une résolution condamnant le révisionnisme, celle-ci reste tellement vague sur les cibles qu'elle vise que Bernstein lui-même la vote. Renouvelée au congrès de 1901, la résolution contre le révisionnisme n'a d'ailleurs pas plus d'effet pratique que la précédente.

Et lorsqu'en 1905, le soulèvement des masses populaires en Russie et les grandes grèves qui lui font écho en Allemagne posent, en des termes plus concrets, le problème de l'issue révolutionnaire, le parti social-démocrate tranche nettement dans le sens de limiter l'extension des mouvements. Le débat n'est déjà plus alors : la révolution est-elle possible ? Mais : puisque le parti ne peut ni «l'empêcher», ni la «préparer», quelle politique lui per-

(9) De nombreuses indications sont données par Lénine dans «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme».

(10) Krupp, dans la seule ville d'Essen exploitait 1 000 ouvriers en 1857 ; il en exploite 20 000 en 1887 et 78 000 en 1913.

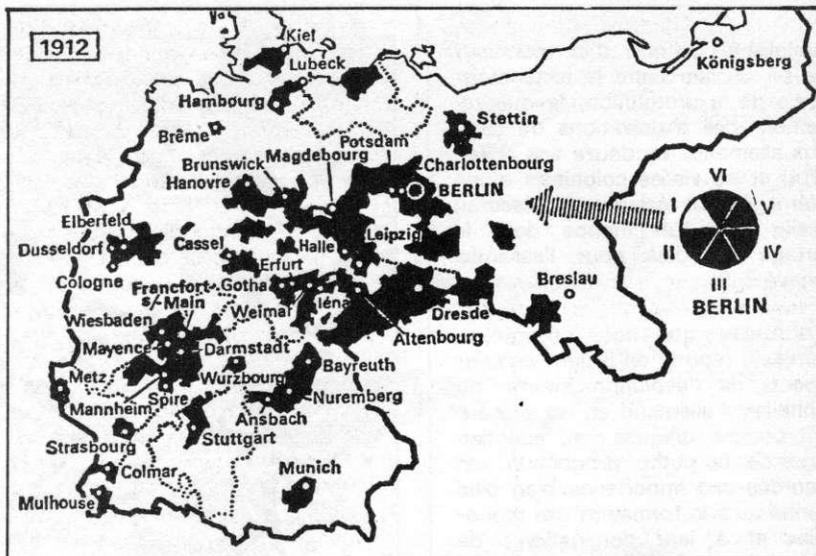
mettra de conserver intactes la force et les positions acquises, jusqu'au jour de la révolution ? Le déplacement de la question est parfaitement clair en 1907 lorsqu'à la suite d'un recul aux élections, le parti adopte comme mot d'ordre général «Allons-y plus doucement», idée que Kautsky synthétise en 1909 dans «Le chemin du pouvoir». Non pas que le livre ne parle pas de révolution — le comité directeur n'accepta d'ailleurs la publication du livre qu'amputé de passages jugés trop durs — mais c'est le contenu-même de ce terme qui est modifié : analysant certaines failles apparues dans la coalition bourgeoise majoritaire au Parlement comme une preuve que «la société se désagrège», Kautsky affirme : «Dans la situation actuelle, une telle victoire (la majorité absolue au Reichstag) ne représentera rien de moins que l'effondrement de tout le régime existant», «la révolution». Prise du pouvoir par le prolétariat ou conquête d'une majorité parlementaire ? Sous l'emploi du terme de «révolution», se profilent ainsi deux conceptions opposées, témoin de l'évolution en profondeur de la social-démocratie allemande gagnée par le révisionnisme.

Les racines du révisionnisme

La période de profondes transformations économiques que constitue la charnière du XIX^e au XX^e siècle, la conception du rôle du parti et des organisations de la classe ouvrière qui a tendu à prévaloir enfin les limites dans la maîtrise du marxisme par les militants sont les principales bases sur lesquelles le révisionnisme s'est développé.

1) L'impérialisme

Le premier facteur essentiel qui a permis l'apparition et le développement des idées révisionnistes, c'est la transformation-même du capitalisme en impérialisme, comme devait le mettre à jour Lénine quelques années plus tard. La force avec laquelle progresse la production, l'importance des capitaux d'origine bancaire et industrielle mis à la disposition de l'économie, la part d'empire colonial que l'Allemagne a pu se tailler et surtout les exportations massives de capitaux



Carte 5

1912 : la social-démocratie, en axant toute son activité sur la conquête de sièges parlementaires, devient le premier parti d'Allemagne avec 110 députés et 34,8 % des voix.

qu'elle a effectuées dans les territoires possédés par la France, l'Angleterre ou la Russie... ont permis aux capitalistes la réalisation de profits considérables.

C'est grâce à ces surprofits notamment que Bismarck a pu mettre en œuvre ses mesures sociales et ainsi conférer à une partie de la classe ouvrière des avantages, sources de divisions du prolétariat et de points de vue peu combatifs. Cette influence corruptrice de l'impérialisme sur l'unité de la classe ouvrière et son expression politique avait déjà été soulignée par Marx et Engels à propos de l'Angleterre ; tendance de l'impérialisme à former un «prolétariat bourgeois» parmi les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer ainsi la décomposition momentanée du mouvement ouvrier (11). Situation qui n'a d'ailleurs pas échappé aux dirigeants sociaux-démocrates allemands ; ne trouve-t-on pas écrit dans la *Neue Zeit* en 1910 que «les ouvriers ont déjà conquis plus que la satisfaction des besoins essentiels de l'existence ?». Et l'affaiblisse-

(11) Voir à ce sujet notamment la lettre d'Engels à Marx du 7 octobre 1858, celle du 11 août 1881 et une lettre à Kautsky du 12 septembre 1882.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme Lénine, 1916 (extraits)

(...) L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la

ment de la conscience de classe, des intérêts communs du prolétariat devant les avantages et les compromis politiques qu'offre la bourgeoisie impérialiste est exprimé sans ambages par Bernstein à la même époque : « Je n'hésite pas à déclarer que j'estime la bourgeoisie, dit-il, y compris la bourgeoisie allemande qui, d'une façon générale, est encore assez saine sur le plan économique et même sur le plan moral ».

2) Organiser le prolétariat : dans quel but ?

L'influence du révisionnisme a notamment favorisé au sein du parti la prédominance de secteurs non directement chargés de l'activité proprement révolutionnaire : le groupe parlementaire, renforcé par la présence de plusieurs dirigeants et la composante syndicale de la social-démocratie, en l'absence de clairs points de vue de classe apparaissent très vite comme les principales assises du révisionnisme dans le parti social-démocrate allemand.

C'est par exemple, dès 1885, le groupe parlementaire qui tente de ne pas appliquer la décision de refus de vote des budgets et réclame pour les parlementaires un droit de décision autonome. Droit qu'ils imposeront de fait progressivement et qui leur permettra en retour de développer largement des conceptions politiques apparemment condamnées par les congrès.

L'influence des chefs et de l'organisation syndicale se fait par d'autres liens : le développement du syndicalisme après la crise de 1894 (10 % des travailleurs de l'industrie sont syndiqués en 1900) surtout dans les petites et moyennes entreprises et chez les artisans a correspondu à un important essor des grèves. Le rôle des syndicats pour préparer, organiser, conduire les grèves s'est donc renforcé en même temps que se diversifiait son organisation ; création de structures locales et régionales, de structures professionnelles relayant les structures nationales, multiplication des organismes de « services » (conseillers juridiques, bureaux de logement), forte croissance du nombre de permanents. Peu à peu, la structure syndicale devient pour de nombreux militants, une première école où se recrutent les cadres

nécessaires à l'administration du parti. Ce développement de l'organisation syndicale, s'il a correspondu à une période de forte combativité ouvrière (à partir de 1895) a aussi été un canal par lequel les idées révisionnistes ont le plus facilement pénétré. Ainsi dès 1900, l'un des principaux dirigeants syndicaux, Legien, refuse que soit débattue par le parti la question de la « grève générale » en alléguant que l'organisation des masses est trop faible. En 1905, lorsque se mènent en dehors des organisations syndicales des grèves de grande ampleur dans les mines de la Ruhr, notamment contre le refus du parlement de l'Etat de Prusse de voter des mesures sur la sécurité du travail envisagées par le gouvernement, les syndicats continuent à prôner le mot d'ordre : « action sur une seule entreprise à la fois ». En 1906, le poids politique et organisationnel des syndicats au sein de la social-démocratie se révèle dans toute sa force : est votée par le congrès la parité dans les décisions entre syndicats et parti.

Cette influence grandissante du groupe parlementaire et de l'organisation syndicale dans le parti a fortement contribué à renforcer le poids des conceptions révisionnistes. L'importance même des structures d'organisation mises en place, des places conquises au sein de l'appareil d'Etat bourgeois ont conduit au développement de conceptions tendant à privilégier cette organisation, ces places par rapport aux buts politiques qu'elles devaient servir. Il s'agit alors de subordonner les conceptions politiques à la préservation des acquis, et, conséquence logique, d'adapter, de modifier ces conceptions, les buts et les formes de l'action en fonction de ce qui paraît la seule issue : la pénétration plus en profondeur de l'appareil d'Etat dans l'illusion de s'en emparer. De là, le refus de tout ce qui, comme la grève générale, « démolirait tout sans édifier quoi que ce soit » (Bernstein-1905). De là, le refus de la révolution et l'accent mis sur l'efficacité du seul travail parlementaire : « la courte poussée printannière de cette agitation révolutionnaire, a pu ainsi estimer le secrétaire général E. David après les mouvements de 1905, est heureusement passée ; le parti va pouvoir se consacrer entièrement à

concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur.

Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels ; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriées aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé. (...)

(...) On peut donner de l'impérialisme une définition englobant ses cinq caractères fondamentaux suivants :

1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ;

2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ;

3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ;

4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et

5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage

Démocratie directe et délégation

l'exploitation positive et à l'extension de son pouvoir parlementaire». Cette conception, très vite dominante chez les chefs syndicaux a trouvé, dans la force d'organisation de la social-démocratie (nombre de permanents, contrôle de nombreuses municipalités, existence de multiples organismes d'administration du parti...) un terrain favorable à son développement.

3) L'éducation marxiste, facteur de résistance interne.

Cependant, si de telles conceptions, portées par l'impérialisme ont trouvé un terrain aussi favorable dans la social-démocratie allemande, il serait faux d'y voir le résultat inévitable de la transformation du capitalisme allemand. Si ces conceptions ont pu se développer et dominer, c'est bien qu'elles n'ont pas rencontré de résistance suffisante, qu'elles n'ont pas été combattues en profondeur. Se pose donc tout le problème de la capacité politique, théorique du parti à résister à ces conceptions, à les analyser, à en chercher les racines. Or, même si le parti social démocrate avait mis en place un système d'éducation des militants notamment par des écoles du parti, il apparaît clairement que la recherche de la vérité dans les faits, le débat d'idées au sein du parti afin de déterminer au plus près cette réalité n'ont pas servi de base à l'édification du parti. La méfiance et la réprobation exprimées devant la publication par Engels de «l'Anti-Dühring» et de la critique du programme de Gotha, les filiations directes établies par nombre de militants entre le socialisme non scientifique, utopique, les idées de Lassalle et la conception défendue par la social-démocratie sont révélatrices de cette démarche. Plus profondément, c'est toute la conception du monde basée sur le matérialisme dialectique qui n'apparaît pas comme une démarche fondamentale, décisive pour le développement du parti. Les limites de l'assimilation du marxisme par le parti social-démocrate ont ainsi diminué sa résistance au révisionnisme, sa capacité à le détruire.

du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. (...)

(...) Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes ; tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un «Etat-rentier», d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la «tonte des coupons». Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme ; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement

se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre). (...)

(...) Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme, liaison qui s'est manifestée en Angleterre plus tôt et avec plus de relief que partout ailleurs du fait que certains traits impérialistes de développement y sont apparus beaucoup plus tôt que dans les autres pays. (...)

(...) De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition ou, plus exactement, comme un capitalisme agonisant. (...)

DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉVISIONNISME : ROSA LUXEMBOURG

Dans le parti social-démocrate allemand, auquel elle adhère en 1898 après avoir milité plusieurs années en Pologne, Rosa Luxemburg a occupé une place particulièrement importante par la lutte qu'elle a menée contre les conceptions révisionnistes et par les idées propres qu'elle a développées et commencé à mettre en œuvre, notamment sur le rôle des masses dans la révolution.

Dès 1898, Rosa Luxemburg se lance dans la dénonciation vigoureuse des thèses de Bernstein et en devient rapidement l'un des criti-

ques les plus connus, par ses articles dans la presse, ses interventions aux congrès et par les positions qu'elle affirme dans de nombreux meetings. «Réforme sociale ou révolution ?» Tel est le titre de sa première brochure contre le révisionnisme ; précisant cette question centrale, plusieurs autres interpellations : la législation ouvrière de Bismarck est-elle comme l'affirme Bernstein, un «morceau de contrôle social», une transition au socialisme ? La participation aux élections parlementaires est-elle «un élément immédiatement socialiste qui imprégnerait peu à peu toute la société capitaliste» ? L'extension du syndicalisme, des coopératives signifie-t-elle l'institution d'une «démocratie économique» ? A ces questions, R. Luxemburg répond non et oppose aux affirmations de Bernstein la réalité des contradictions du capitalisme (*L'anarchie capitaliste*) et les limites internes de

la démocratie bourgeoise. L'enjeu de cette critique est clairement indiqué : « Dans la controverse avec Bernstein et ses partisans, ce qui est en jeu — et chacun dans le parti doit en être conscient — c'est non pas telle ou telle méthode de lutte, non pas l'emploi de telle ou telle tactique, mais l'existence toute entière du mouvement socialiste », c'est en fin de compte « le caractère prolétarien ou petit bourgeois du mouvement ouvrier ». S'attaquant aux conceptions politiques du révisionnisme, R. Luxembourg en souligne aussi le fondement anti-dialectique : « Il (le révisionnisme) admet le préalable marxiste de l'existence des contradictions (du capitalisme). Mais — nous sommes là au cœur de sa conception et c'est là ce qui le différencie de la théorie jusque-là en vigueur dans le parti — il ne fonde pas sa doctrine sur la suppression de ces contradictions qui seraient la conséquence propre de leur développement interne... la théorie révisionniste veut les atténuer, les émusser » (*Réforme sociale ou révolution ?*)

Le mouvement révolutionnaire qui ébranle la Russie en 1905, les grandes grèves qui traversent l'Allemagne à la même époque constituent pour R. Luxembourg un élément capital dans sa lutte contre les tendances révisionnistes de plus en plus affirmées au sein du parti. Etudiant sur place, en Russie, les formes et l'évolution du mouvement de 1905, elle en revient avec une double conviction. La conviction d'abord que les chefs syndicaux allemands, si influents dans le parti suivent une voie erronée en assimilant toute « grève de masse », tout « grève générale » à une conception anarchiste. Dans son livre *Grève de masse, parti et syndicats* elle dénonce la conception selon laquelle il n'y aurait de mouvement revendicatif large et puissant qu'à condition que toute la classe ouvrière ou presque soit organisée, que les bureaux syndicaux aient préparé la grève dans ses moindres détails (durée, organisation, rémunération des grévistes...). Et c'est précisément comme le démenti apporté par les faits à une telle conception que R. Luxembourg perçoit la révolution de 1905 : « Au lieu du schéma rigide et vide qui nous montre une « action » politique linéaire exécutée avec prudence et selon un plan

décidé par les instances suprêmes des syndicats, nous voyons un fragment de vie réelle fait de chair et de sang qu'on ne peut arracher du milieu révolutionnaire... », « phénomène si mouvant qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique ».

De là, sa deuxième conviction. La conviction qu'une des erreurs fondamentales des dirigeants syndicaux et du parti réside précisément dans le rapport qu'ils établissent entre action revendicative et organisation : limitation des grèves à « une entreprise à la fois », refus de l'action large du prolétariat parce que les syndicats ne seraient pas encore des « forteresses inexpugnables », capables de contrôler les actions de bout en bout, parce que « les gardiens jaloux des syndicats allemands craignent avant tout de voir se briser en mille morceaux ces organisations, comme de la porcelaine précieuse au milieu du tourbillon révolutionnaire ».

Dans le cours-même de cette critique, R. Luxembourg est ainsi conduite à formuler sa propre conception du rôle des masses et de leurs organisations, parti et syndicats. Contre la vision mécanique de la grève, présentée comme indépendante des rapports de force politique complexes qui en sous-tendent l'éclatement et le cheminement, elle souligne l'importance de « la résolution et de la décision de la classe ouvrière », la capacité d'organisation spontanée des masses que révèlent de telles luttes. Ainsi, le rôle de la social-démocratie doit être non avant tout la direction « technique » de la grève, mais la « direction politique » qui « se transformera automatiquement, dans une certaine mesure, en une direction technique ». Direction politique qui suppose que le parti sache « s'adapter le plus habilement possible à la situation, garder le contact le plus étroit avec le moral des masses ». Direction politique qui a pour tâche de tracer la voie de la révolution, de la préparer : « La social-démocratie ne peut ni ne doit attendre avec fatalisme, les bras croisés, conclut R. Luxembourg, que se produise une « situation révolutionnaire », ni que le mouvement spontané tombe du ciel. Au contraire, elle a le devoir comme toujours de devancer le cours des choses, de chercher à le

précipiter (...) en faisant comprendre aux couches les plus larges du prolétariat que la venue d'une telle période est *inévitabile*, en leur expliquant les conditions sociales internes qui y mènent ainsi que ses conséquences politiques ».

Critique vigoureuse des conceptions révisionnistes notamment concernant l'action et l'organisation des masses, la dénonciation faite par Rosa Luxembourg laisse cependant ouverts plusieurs problèmes : quels sont les liens qui unissent la grève de masse à la révolution ? Si la révolution est « une longue période de conflits sociaux gigantesques » où les grèves de masse occupent une place prépondérante, comment débouche-t-elle sur la prise du pouvoir par le prolétariat ? D'autre part, R. Luxembourg laisse également sans réponses le problème de l'origine, du fondement des conceptions révisionnistes.

La bataille menée par Rosa Luxembourg contre l'emprise grandissante des idées révisionnistes sur la social-démocratie allemande n'a pu empêcher celle-ci de basculer dans le camp de la bourgeoisie, dans le soutien à la guerre impérialiste, en août 1914. La lutte qu'elle avait menée dans le parti pour défendre l'idée de la révolution, le rôle capital des masses dans la révolution devait cependant permettre que se regroupent autour d'elle et de quelques autres dirigeants du parti comme K. Liebknecht ceux qui refusaient la voie de capitulation, la trahison de la social-démocratie allemande. S'ouvrait ainsi une nouvelle période où R. Luxembourg devait jouer un rôle de premier plan : celle de la lutte contre la social-démocratie, parti de gouvernement bourgeois, parti de répression du peuple, celle de la lutte pour une nouvelle organisation révolutionnaire du prolétariat.

Parti défendant les idées de la révolution le plus puissant à la fin du XIX^e siècle, le parti social-démocrate allemand a profondément marqué l'histoire du mouvement

Démocratie directe et délégation

ouvrier. Rassemblant pour la première fois dans ses rangs et autour de lui, plusieurs millions de travailleurs, créant une organisation fortement structurée, mais diversifiée, faisant pénétrer largement dans le peuple les idées de la conquête du pouvoir par le peuple, les idées de socialisme, il a apporté une contribution importante à l'organisation du prolétariat en parti politique.

Cependant, les limites rencontrées dans la mise en œuvre de la démocratie, dans l'élaboration d'une ligne révolutionnaire capable de détruire l'impérialisme allemand, la transformation de la social-démocratie de parti révolutionnaire en parti révisionniste ont mis en lumière tout l'enjeu, vital pour la victoire du prolétariat, des problèmes non résolus par la social-démocratie allemande. Quel rôle jouent les idées politiques, les forces politiques par rapport aux contradictions du capitalisme, à la formation de

l'impérialisme ? Comment l'organisation dont a besoin la classe ouvrière pour vaincre se combine-t-elle avec l'action spontanée des masses ? Quel est le rôle du parti communiste ? Comment peut-il à la fois permettre au prolétariat de tirer tous les enseignements de l'expérience accumulée par le mouvement ouvrier et répondre aux exigences particulières, nouvelles de la lutte de classes dans son propre pays ?

Tels sont les problèmes qui marquent sur près de cinquante ans, la vie de la social-démocratie allemande, façonnent son évolution. Mis à jour par la constitution-même du prolétariat en parti politique, ils forment un acquis fondamental du mouvement ouvrier. C'est sur la base de ces problèmes, des apports de la social-démocratie allemande à l'organisation du prolétariat, et de ses erreurs, de sa faillite qu'ont pu s'édifier les partis communistes du XX^e siècle.